

Saint Barthélemy d'Anjou, le 18 novembre 2004

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE

Groupe de subdivisions d'Angers
Rue du Cul-d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint-Barthélemy
BP 80145 - 49183 SAINT-BARTHELEMY D'ANJOU CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société FROMAGERIE de Vihiers à Vihiers

Réf : Transmissions des 12 octobre 2000, 22 février 2001 et 7 novembre 2002 du préfet de Maine et Loire - Direction des collectivités locales et de l'environnement - Bureau de l'environnement et de la protection des espaces_

Mots Clés : industrie agro-alimentaire - laiterie - actualisation des prescriptions - réduction des rejets dans l'eau - réduction des risques liés aux installations de réfrigération à l'ammoniac

Par transmissions visées en référence, Monsieur le Préfet de Maine et Loire a adressé à cette direction, pour présentation devant le Conseil Départemental d'Hygiène, le dossier et les résultats de la procédure réglementaire de consultation relative à la demande d'autorisation d'exploitation présentée par la société Fromagerie de Vihiers. L'objet de la demande est la régularisation de certaines modifications apportées aux installations et l'extension de l'unité de fabrication de fromages que la société Fromagerie de Vihiers exploite sur le territoire de la commune de Vihiers.

1 - Pétitionnaire

Raison sociale	: Fromagerie de Vihiers
Forme juridique	: SAS
Appartenance à un groupe	: groupe BONGRAIN
Lieu d'exploitation	: rue du comte de Champagny - 49310 Vihiers
Siège social	: rue du comte de Champagny - BP 47 -49310 Vihiers

2 - Caractéristiques des installations

2.1 Situation

Cette industrie laitière est implantée depuis 1981 sur le site de VIHIER (groupe UCAL). En 1989, le groupe Bongrain a racheté cette unité de production et créé la Fromagerie de Vihiers.

L'établissement est implanté sur des terrains d'une superficie totale de 42 855 m² pour une superficie de bâtiments d'environ 7 000 m². La station d'épuration est située sur la parcelle n° 427 section 286 E à 800 m des installations de production en bordure du CD 748.

Le voisinage de l'établissement est constitué de :

- Terrains agricoles ;
- Du CD 748 en limite Est ;
- D'habitations au Nord et au Nord Est du site. Les habitations les plus proches sont à 10 m des limites Nord et Nord Est de propriété.

2.2 Activité

Cet établissement, initialement spécialisé dans la production de fromages à pâtes molles, a orienté ses fabrications vers les fromages de type pâte fraîche (St Môret et P'tit Louis).

La fabrication des fromages comporte les étapes suivantes :

- Réception du lait et de la crème. Le lait est réceptionné à raison de 32 000 l/j et 7 livraisons par semaine en provenance d'entreprises laitières. L'établissement est en mesure de réceptionner 55 t de crème par semaine.
- Stockage du lait dans deux cuves inox de 30 et 50 m³ et de la crème,
- Fabrication des fromages comprenant l'écémage, la pasteurisation, la standardisation, la maturation du lait suivie de la récupération du lactosérum et du mélange du caillé à des ingrédients supplémentaires. La capacité de maturation est de 60 000 l par jour.
- Le dosage et le conditionnement des fromages.

Les installations se composent de :

- un bâtiment pour la réception et le transfert du lait (325 m²),
- un bâtiment de production (8 286 m²),
- un magasin de stockage d'emballages,
- des installations annexes : installations de réfrigération, chaufferie, stockage de propane, compresseurs d'air, 2 unités de nettoyage automatique en place (CIP).

2.3 Modifications des installations

Depuis le classement des activités de 1997, les installations ont connu des modifications :

- Si le volume de production n'a que peu évolué (environ 15 t/j de fromage) avec une prévision à terme de 20 t/j, la fabrication des fromages à pâte fraîche met en œuvre du lait et de la crème, ce qui modifie la capacité de traitement exprimée en litres équivalent lait. L'établissement reçoit actuellement 25 000 l de lait par jour et 6 400 kg de crème, ce qui correspond à une capacité journalière de 76 200 litres équivalent lait. A terme, l'établissement recevra 31 000 l de lait par jour et 12 000 kg de crème soit une capacité journalière de 127 000 litres équivalent lait.
- Pour accroître la capacité de production d'eau glacée à partir de l'installation de réfrigération à l'ammoniac, une quatrième herse de réfrigération a été installée. Cette modification conduit à une augmentation de la quantité d'ammoniac présente dans l'installation. Un audit des installations de réfrigération a mis en évidence une erreur d'évaluation de la quantité d'ammoniac figurant au dossier de demande d'autorisation de 1996 en raison notamment d'un taux de remplissage des herse sous estimé. Après installation de la quatrième herse, la quantité d'ammoniac présent dans les installations est portée à 4,8 t.
- L'évolution de la production conjuguée à celle des contraintes sanitaires impliquant un accroissement des lavages et par conséquent une augmentation du débit des eaux résiduaires. Dans le cadre de cette évolution, l'exploitant sollicite une augmentation du débit journalier. L'arrêté préfectoral du 5 février 1997 limite le débit journalier à 270 m³. La demande de l'exploitant porte sur une augmentation de ce débit journalier à une valeur de 350 m³/j en moyenne hebdomadaire et à 600 m³/j en pointe.
- La prise en compte de l'évolution prévisionnelle de la production journalière a conduit l'exploitant à solliciter une extension de l'atelier de production et des stockages. L'extension de l'atelier de production permettra à terme d'implanter deux lignes supplémentaires de dosage et conditionnement. Cette extension de l'atelier de production s'accompagne de la mise en service d'une seconde installation de réfrigération à l'ammoniac. Cette installation, implantée en position centrale du site, comporte une charge d'ammoniac limitée à 400 kg

3 - Situation administrative du site

Initialement autorisée par arrêté préfectoral du 17 novembre 1982, le fonctionnement des installations est actuellement soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 février 1997. Les installations autorisées par cet arrêté sont reprises dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des activités	Régime	caractéristiques
2230.2°	Réception, stockage, traitement, transformation, etc. du lait ou des produits issus du lait la capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant supérieure à 7 000 l/j, mais inférieure ou égale à 70 000 l/j	D	Capacité : 60 000 l/j

1136.3°	emploi ou stockage de l'Ammoniac En récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg, mais inférieure ou égale à 50 t.	A	Quantité présente : 1,8 t
2920.1.b	installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 300 kW	D	Puissance de l'installation de réfrigération à l'ammoniac : 180 kW
2920.2.b	installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, comprimant ou utilisant des fluides ni inflammables ni toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	D	Installations de réfrigération au fréon et compression d'air, puissance de 193,5 kW
2910.1.b	Installation de combustion lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	D	Puissance : 5,6 kW Combustible : propane et fuel domestique
211.B.1	Gaz combustibles liquéfiés (dépôts de) dont la pression absolue de vapeur à 15°C est supérieure à 1013 millibars, à l'exception de l'hydrogène, en réservoirs fixes, la capacité nominale totale du dépôt étant supérieure à 12 m ³ mais inférieure ou égale à 120 m ³ .	D	Volume du stockage : 60 m ³

Après modification et extension, les installations sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubriques	Activités	A/D	Capacité
2230.1	Réception, stockage, traitement, transformation, etc. du lait ou des produits issus du lait, la capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant supérieure à 70 000 l/j.	A	127 000 l équivalent-lait

1136.1.b	Emploi ou stockage de l'ammoniac, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant, en récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg ,supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 200 t.	A	5,2 t (4,8 t + 0,4 t)
2920.1.a	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 300 kW .	A	522,8 kW
1412.2.b	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés , à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t .	D	30 t de propane
2661.1.b	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j.	D	2,6 t/j
2910.A.2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167 et 322.B.4, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	D	<ul style="list-style-type: none"> • 2925 kW au propane • 2690 kW au fuel domestique (chaudière en secours)
2920.2.b	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides ni inflammables ni toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW .	D	Réfrigération au fréon : 136 kW Compression d'air : 140 kW

Ce dossier porte pour partie régularisation des modifications réalisées depuis 1997 (notamment l'augmentation de puissance des installations de réfrigération) et pour partie demande d'autorisation d'extension (augmentation de la capacité de production).

4 - Impacts des installations sur l'environnement

4.1 Intégration dans le paysage

Les installations de la société sont implantées en limite Sud de l'agglomération de Vihiers, sur les parcelles n° 651, 652, 653 et 654 section 286E du plan cadastral de la commune de Vihiers, situées en zone UY du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.).

Les bâtiments présentent des volumes simples, ils sont implantés en contrebas du CD 748. Les extensions de bâtiments sont situées dans le prolongement des bâtiments existants.

4.2 Pollution des eaux et des sols

L'alimentation en eau du site provient du réseau de distribution de la commune pour une consommation journalière moyenne de 300 m³. Cette consommation pourra atteindre 350 m³/j après augmentation du volume d'activité.

Les usages de l'eau se répartissent en :

- Usages sanitaires (4 m³/j),
- Utilisation dans les circuits de fabrication (85 m³/j avec une augmentation à 100 m³/j)
- Alimentation des unités de nettoyage en place (160 m³/j avec une augmentation à 190 m³/j)
- Lavage des sols et matériels (40 m³/j et une augmentation à environ 50 m³/j)
- Evaporation au niveau des condenseurs évaporatifs (16 à 20 m³/j)

Les réseaux de collecte des effluents sont de type séparatif.

Les eaux pluviales provenant de l'ensemble des surfaces imperméabilisées (environ 35 000 m²) sont rejetées au ruisseau de la Retruette.

Les eaux des sanitaires sont regroupées avec les eaux résiduaires industrielles au niveau du poste de relevage de l'établissement et dirigées vers la station de traitement située à 800 m de l'établissement.

La station de traitement des effluents est du type lagunage aéré. Elle comprend un bassin d'aération de 6 750 m³ et deux lagunes de décantation de 1 450 et 1 350 m³. Le traitement par lagunage est complété par un traitement de finition par ultrafiltration.

Depuis plusieurs années, l'entreprise a étudié et mis en œuvre des solutions de réduction des consommations d'eau et de flux polluants (réutilisation des eaux de 3^{ème} rinçage en 1^{er} rinçage dans les unités de nettoyage automatique, réduction des temps de rinçage, remplacement de produit lessiviel,...). Ces mesures ont permis de réduire le ratio d'eau consommé par litre d'équivalent lait traité de 4,5 l/l à 3,6 l/l.

En matière de prévention des pollutions accidentelles, les stockages de produits de nettoyage sont sur capacité de rétention étanche conformes aux dispositions réglementaires. La plate-forme de stockage de lait et de sérum sera réaménagée de manière que les écoulements ne puissent rejoindre le réseau pluvial.

4.3 Pollution de l'air

Les sources de rejets atmosphériques de cette fromagerie sont limitées aux installations de combustion. Le process de fabrication n'entraîne pas d'émanations de gaz. La chaudière principale (2 925 kW) est alimentée au propane pour réduire les émissions

atmosphériques. La chaudière de secours (2 690 kW) est alimentée au fuel domestique. Ces installations font l'objet d'une vérification périodique par un organisme tiers.

La hauteur des cheminées est de :

- 7,5 m pour la chaudière alimentée au propane
- 20 m pour la chaudière alimentée au fuel domestique.

Ces hauteurs sont conformes à la réglementation en vigueur.

Les installations comprennent également un générateur de vapeur de 218 kW alimenté au propane équipé d'une cheminée de même hauteur que la chaudière principale (7,5 m)

4.4 Nuisances sonores

Les sources de nuisances sonores potentielles de l'établissement sont :

- les compresseurs d'air et les unités de réfrigération,
- le fonctionnement des extracteurs d'air
- les mouvements de véhicules sur le site pour les livraisons et les expéditions.

Un contrôle des niveaux sonores a mis en évidence un dépassement des limites maximum fixées en limite de propriété en bordure du CD 748 en raison notamment du fonctionnement de l'unité de réfrigération à l'ammoniac n°1 et du groupe froid du frigo expédition.

Pour réduire ces niveaux sonores, l'exploitant a, dans un premier temps, transféré le groupe froid du frigo expédition dans un local fermé spécifique et fermé le local d'implantation de l'unité principale de réfrigération à l'ammoniac.

La nouvelle installation de réfrigération à l'ammoniac sera implantée à l'Ouest des bâtiments et éloignée de 80 m du CD 748 par rapport à la première installation. Cette installation ne devrait pas être source de nuisance sonores pour le voisinage, le bâtiment de production faisant écran entre cette installation et les habitations les plus proches.

4.5 Déchets

Les déchets issus du fonctionnement des installations sont essentiellement :

- les lactosérums et premières rinçures de circuits (6 000 t/an),
- les déchets d'emballages industriels (280 t/an + 550 bidons)
- des déchets divers (DIB) pour 220 t/an,
- les boues de la station d'épuration (1 500 à 2 000 t/an)

L'établissement dispose d'une collecte sélective des déchets d'emballage, conformément aux dispositions du décret du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages. Ces déchets sont dirigés vers des filières de recyclage ou valorisation.

Les lactosérums sont envoyés vers une unité de production de poudre pour alimentation animale.

Les boues de la station sont valorisées en agriculture sous couvert d'un plan d'épandage dont une étude de réactualisation est annexée au dossier de demande d'autorisation.

Les caractéristiques des boues sont les suivantes :

pH	6
Matières sèches	3 %
Azote Kjeldahl (en g/kg MS)	46,8
Phosphore total (en g/kg MS)	12,5
Calcium (en g/kg MS)	13,6
Magnésium (en g/kg MS)	4,8
Sodium (en g/kg MS)	11,3
Potassium (en g/kg MS)	11,6
Carbone organique (en g/kg MS)	353,7
Teneur en métaux	Inférieures aux valeurs limites fixées par la norme NFU 44-041

Le nouveau plan d'épandage a été étudié sur un périmètre de 180 ha. Les terrains étudiés sont situés dans un rayon de 2 km autour de la station d'épuration. Après étude des sols et analyse des contraintes d'interdiction d'épandage (proximité de cours d'eau, d'habitation), 19,4 hectares ont été retirés du plan d'épandage. La superficie des terrains aptes à l'épandage est de 160 ha.

Compte tenu des caractéristiques des boues, des pratiques culturales (maïs, céréales, tournesol, colza et prairies) et des déjections animales des cheptels des 4 repreneurs des boues, la dose moyenne conseillée d'apport a été définie à 50 m³ de boues/ha/an. Il en résulte un besoin minimum de 50 ha de terrain par an pour épandre les 2 500 m³ de boues qui seront produites à terme par la station d'épuration. Le plan d'épandage proposé permet une rotation triennale des épandages de boues.

4.6 Transport - Trafic routier

L'activité génère un transport qui représente environ 12 véhicules poids lourds par jour auxquels il convient d'ajouter les véhicules légers du personnel travaillant sur le site.

L'augmentation de la capacité de production du site s'accompagnera d'un accroissement du trafic poids lourds qui devrait être limité à 2 ou 3 véhicules par jour.

Depuis la mise en service de la voie de contournement de Vihiers, l'accès à l'établissement se fait sans traverser l'agglomération de Vihiers.

5 - Risques

Les risques recensés dans l'établissement sont liés :

- aux produits de nettoyage stockés et mis en œuvre sur le site (acides, bases, produits lessiviels) : risque de pollution des eaux et du sol ;

- à l'ammoniac présent dans les installations de réfrigération : risque d'émission toxique. Deux installations sont présentes sur le site : une installation ancienne (n°1) renfermant 4,8 t d'ammoniac et une installation récente (n°2) renfermant 400 kg d'ammoniac) ;
- aux stockages de gaz et liquides inflammables ainsi que de matières combustibles (emballages) : risque d'incendie.

Les produits de nettoyage sont stockés dans un local spécifique en petits conditionnements ou à l'extérieur en conteneurs de 1 m³. Ces stockages sont réalisés sur capacité de rétention.

Les emballages sont stockés dans un local dédié, isolé du bâtiment de production. Le stockage de propane est implanté à plus de 5 m des limites de propriété et à plus de 15 m des bâtiments de l'établissement.

Les installations de réfrigération employant l'ammoniac ont fait l'objet d'une étude de danger conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997. Cette étude, après avoir mis en évidence des zones d'effets dépassant les limites de propriété dans la configuration actuelle des installations, conclut à la suppression de ces zones en mettant en place un bardage d'une hauteur minimum de 5 m autour du condenseur évaporatif positionné au sol, à l'extérieur de la salle des machines.

6 - Enquête publique

Au cours de l'enquête publique qui s'est déroulée en mairie de Vihiers, le commissaire enquêteur n'a recueilli aucune observation contraire ou favorable au projet.

Considérant que :

- il s'agit du développement d'une activité existante,
- le projet n'apportera pas de nuisance particulière,
- l'exploitant a sérieusement tenu compte des observations formulées par l'inspection des installations classées

Dans sa conclusion, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable .

7 - Avis des conseils municipaux

Les Conseils Municipaux des communes de Vihiers, Trémont, Nueil sur Layon, Les Cerqueux sous Passavant et St Paul du Bois ont émis un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par l'exploitant.

8 - Avis des services administratifs

8.1 - La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

Ce dossier appelle de ma part les remarques suivantes :

- *les eaux usées produites par l'établissement sont traitées dans un lagunage à boues activées avec filtration tangentielle de la boue activée en continu et envoi du rétentat dans la lagune. La rivière le Lys, est un cours d'eau de bonne qualité mais de faible débit le rendant particulièrement vulnérable aux pollutions ; on veillera donc à la qualité de l'effluent rejeté (respect des normes).*

- *Les boues sont valorisées sur les terres de quatre exploitations. Une convention concernant l'épandage des boues devra être passée entre chaque agriculteur et la fromagerie de Vihiers et un cahier d'épandage devra être tenu régulièrement à jour par l'exploitant. En outre, la composition des produits épandus ou des terres réceptrices pouvant être soumises à des variations, des analyses devront être effectuées régulièrement.*
- *Le réaménagement des plates-formes de stockage de lait et de sérum devra être réalisé de manière à ce qu'aucun écoulement de matière vers la Retruette ne puisse être possible.*
- *Etant donné son implantation en sortie d'agglomération, la fromagerie est proche d'habitations et présente donc un potentiel de source de gêne au niveau du bruit, il serait donc souhaitable de programmer des mesures acoustiques lorsque les aménagements seront réalisés afin de confirmer un niveau conforme aux tolérances fixées par les textes en vigueur.*

8.2 - La Direction Départementale de l'Équipement

N'a pas de remarque à formuler sur les aspects assainissement et desserte routière. Sur le plan de l'urbanisme, une demande de permis de construire a été déposée. Le projet étant conforme aux règles d'urbanisme, le permis de construire pourra être délivré dès la clôture de l'enquête publique.

8.3 - La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

émet un avis favorable aux valeurs limites de rejet figurant au dossier et propose d'admettre, conformément à son courrier du 27 octobre 1999, un taux de concentration en phosphore de 8 mg/l jusqu'en juin 2001 et de 6 mg/l ensuite. Dans son avis, sont rappelées les dispositions prévues en matière de rejets d'eau.

« L'entreprise est située près du ruisseau de Retruette, affluent du Lys (situé à 1,5 km), lui-même affluent du Layon.

Des efforts sont prévus pour économiser certaines eaux (réutilisation des eaux de rinçage CIP 1 et 2, réduction des rinçages, recyclage des eaux blanches et pour réduire les concentrations en phosphore (produit lessiviel monophasique à terme en remplacement de l'acide phosphorique).

Après consultation d'entreprises spécialisées dans le traitement de l'eau, la solution retenue est de renforcer la station d'épuration de type lagunage aéré par un dispositif de filtration tangentielle poussée de l'effluent brut avec recirculation dans une lagune à boues activées.

L'entreprise s'engage à respecter les valeurs limites de rejet à la Retruette suivantes :

- *Débit maxi 600 m³/j (350 m³/j en moyenne)*
- *DBO5 < 15 mg/l - 5 kg/j - maxi 9 kg/j*
- *DCO < 50 mg/l - 17,5 kg/j - maxi 30 kg/j*
- *MES < 20 mg/l - 7 kg/j - maxi 9 kg/j*
- *Azote globale < 15 mg/l - 5kg/j - maxi 9 kg/j*

En ce qui concerne le phosphore, un programme de réduction concerté a été établi. Ce programme prévoit :

- Une réduction à la source pour abaisser progressivement le taux de phosphore de 20 mg/l actuels à 8 mg/l*
- La mise en place d'une installation d'ultrafiltration pour abaisser le taux de phosphore de 8 à 6 mg/l*
- Une mesure régulière du taux résiduel dans le milieu récepteur*

La station de relevage sera fiabilisée (alarme de débordement). Les boues d'épuration sont épandues sur des terrains agricoles et font l'objet d'un plan (161 ha) et d'un suivi d'épandage.

Enfin, 5 disconnecteurs sont prévus pour éviter le retour d'eau dans le réseau d'eau potable. »

8.4 - La Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours

a émis un avis favorable sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1) assurer le désenfumage en créant en partie haute du bâtiment des orifices d'une surface utile d'évacuation minimale de fumées (S.U.E) de 1/100^{ème} de celle mesurée au sol. L'ouverture des châssis s'effectuera au moyen de commandes manuelles facilement manoeuvrables et situées près des issues.

2) Recouper les locaux en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m². Ces cantons seront de superficie sensiblement égale et leur longueur ne devra pas excéder 60 m. Ils seront délimités soit par des écrans de cantonnement en matériaux incombustibles et stables au feu de degré $\frac{1}{4}$ d'heure, soit par des éléments de structure présentant le même degré de stabilité.

3) Regrouper les commandes de désenfumage près d'un accès principal.

4) Réaliser les installations électriques conformément aux dispositions des règlements en vigueur (norme NF C 15 100 et décret n°88-1056 du 14 novembre 1988).

5) Mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté ministériel du 10 novembre 1976.

6) Installer dans l'établissement un système d'alarme sonore qui ne devra pas être confondu avec d'autres signalisations.

7) Assurer la défense contre l'incendie par :

- des extincteurs à eau pulvérisée de 6 l minimum à raison d'un appareil pour 200 m² avec un minimum d'un appareil par niveau,*
- des extincteurs appropriés aux risques existants dans les locaux à risques particuliers (chaufferie, tableau électrique...).*

Ces appareils devront être facilement accessibles et maintenus en bon état de fonctionnement.

8) Installer dans l'établissement des robinets d'incendie armés conformes aux normes françaises S 61-201 et S 62-201 de manière que tout point de l'établissement soit atteint par au moins deux jets de lances. La pression minimale de fonctionnement du robinet d'incendie armé le plus défavorisé ne doit pas être inférieure à 2,5 bar.

9) Instruire le personnel spécialement désigné à la manœuvre de ces moyens de secours.

10) Fournir au service départemental d'incendie et de secours, service prévision, les plans et modifications apportées au dossier de demande d'autorisation et d'extension, permettant la mise à jour du plan de secours.

8.5 - L'Institut National des Appellations d'Origine (INAO)

La commune de Vihiers est incluse dans l'aire géographique de l'appellation d'origine contrôlée "Anjou". Toutefois l'INAO n'émet pas d'objection à l'encontre du projet; l'activité de l'établissement ne semblant pas de nature à porter préjudice au vignoble voisin.

8.6 - La direction régionale de l'environnement

avis non parvenu.

9 - Avis du CHSCT

Le CHSCT de l'établissement s'est prononcé favorablement sur le projet d'extension de l'atelier de production et du stockage d'emballages.

10 - Evolution du dossier

Depuis le début de l'instruction de cette demande d'extension, le dossier a connu les évolutions suivantes :

- La plate forme de stockage de lait et de sérum a été réaménagée de manière à récupérer les écoulements accidentels. Cet aménagement, associé à une restructuration des réseaux pluviaux, permet de diriger les écoulements accidentels vers la station d'épuration et non plus vers le réseau pluvial.
- Les performances de la station d'épuration ont été améliorées par la mise en service d'un étage de finition par ultrafiltration. L'unité d'ultrafiltration, composée initialement de deux modules d'ultrafiltration a été étendue à trois modules pour permettre, notamment, l'entretien périodique des modules sans interrompre le traitement.
- Compte tenu des lacunes recensées dans l'étude de dangers relative aux installations de réfrigération à l'ammoniac, l'inspection des installations classées a demandé des compléments à l'exploitant. Face à l'insuffisance des compléments fournis, l'exploitant a, suite à la demande de l'inspection des installations classées, fait procéder à une analyse critique de ces documents par un organisme tiers (IRSN)

L'IRSN a précisé dans son analyse critique que :

- pour l'installation n°1, le seuil des effets irréversibles pouvait être atteint à une distance de 180 m des installations.

- l'installation n°2, sous réserve de capotage des canalisations d'alimentation du condenseur évaporatif installé en toiture de la salle des machines, ne générerait pas de zones d'effets.
 - L'IRSN a formulé des recommandations pour réduire les distances d'effets : remplacement de l'installation avec une quantité d'ammoniac moindre, déplacement de l'installation ou remplacement de l'ammoniac par un autre fluide frigorigène en précisant que pour un objectif visant la maîtrise des zones d'effets, il sera difficile de maintenir l'installation n°1 à proximité du CD 748.
- L'exploitant a procédé à la mise en conformité de l'installation n°1 de réfrigération à l'ammoniac (fermeture de la salle des machines, détecteurs de fuite,...) et a engagé l'étude du capotage des canalisations du condenseur évaporatif de l'installation n°2. Cette seconde installation est conçue et réalisée conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.
- Les diverses possibilités d'amélioration de la sécurité de l'installation n°1 ne suffisant pas à assurer la maîtrise des zones à risque, l'exploitant a décidé son remplacement par une installation au fréon. La réduction des niveaux sonores en limite de propriété en bordure du CD 748 est un objectif pour l'implantation de cette nouvelle installation.
- La prise en compte par l'exploitant des observations du SDIS a donné lieu à un bilan avec ce service au cours duquel a été vérifiée l'application des prescriptions demandées. A l'issue de ce bilan il a été relevé que :
- Certains impératifs de production rendent impossible la mise en place de systèmes de désenfumage dans certaines zones,
 - La plus grande surface non recoupée faisant 1 600 m², la demande de cantonnement est annulée mais il y a lieu de vérifier le cloisonnement assuré par les murs jusque sous la toiture,
 - Le regroupement des commandes de désenfumage est réalisé, de même que l'installation d'une alarme sonore ,
 - La défense contre l'incendie sera complétée par deux extincteurs mobiles sur roues de 50 kg dans la zone de stockage temporaire en bout des lignes de production,
 - La demande de RIA est annulée compte tenu de la protection de l'ensemble du site par un réseau sprinkler. Le stockage d'emballages comporte un RIA en sus du sprinkler.
 - L'exploitant s'est engagé à améliorer l'efficacité de son système de désenfumage, vérifier l'étanchéité des murs sous toiture et à fournir les renseignements nécessaires à l'établissement du plan ETARE.
- L'exploitant a acquis les parcelles de terrain situées face à ses installations de l'autre côté du CD 748 de manière à garantir une zone tampon entre ses installations et les secteurs à urbaniser.

11 - Avis de l'inspection des installations classées

La mise en service d'un traitement de finition des eaux résiduaires par ultrafiltration a permis d'améliorer très sensiblement la qualité des rejets au ruisseau de la Retruette. Cette amélioration s'est accompagnée de mesures de réduction des flux à la source (réduction des consommations spécifiques d'eau et réduction des rejets de phosphore).

Le réaménagement de la plate forme de stockage du lait et du lactosérum associé à la modification du réseau pluvial permet de prévenir les écoulements accidentels au milieu naturel.

La réactualisation du plan d'épandage avec une augmentation des surfaces disponibles offre de meilleures garanties d'une bonne valorisation agronomique des boues. Les conditions de cette valorisation sont précisées dans les prescriptions proposées en annexe au présent rapport.

La réduction des niveaux sonores en limite de propriété en bordure du CD 748 est un objectif pour l'implantation de la nouvelle installation de réfrigération. Un contrôle des niveaux sonores est demandé dans nos propositions de prescriptions dans le délai d'un mois suivant le remplacement de l'installation de réfrigération à l'ammoniac.

Les observations du Service Départemental d'Incendie et de Secours formulées à l'issue du bilan avec l'exploitant sont reprises dans nos propositions de prescriptions.

L'exploitant a sollicité un débit journalier de pointe pour le rejet de sa station d'épuration de 600 m³ pour un débit journalier moyen sur une période hebdomadaire de 350 m³. Cette demande est motivée par le mode de fonctionnement de l'étage de finition de la station d'épuration (ultrafiltration) dont chaque module fonctionne en tout ou rien. Lorsque tous les modules d'ultrafiltration sont en service pour répondre aux besoins de traitement du flux entrant en station, le débit de rejet est d'environ 500 m³/j. En conséquence, nous proposons de retenir un débit journalier maximum de 500 m³ en pointe avec un débit moyen de 350 m³/j en moyenne sur 7 jours consécutifs.

L'étude conduite par l'exploitant ayant abouti à la décision de remplacer l'installation de réfrigération contenant 4,8 tonnes d'ammoniac, nous avons formalisé, dans nos propositions de prescriptions, l'échéance de 6 mois pour la mise en service de la nouvelle installation. Ces propositions fixent également un délai de deux mois à l'exploitant pour adresser au préfet le descriptif des installations de remplacement prévues ainsi que le justificatif de la commande des travaux.

Conclusion

L'instruction de cette demande ne fait ressortir aucune disposition d'intérêt général susceptible de faire obstacle à l'autorisation sollicitée.

Par ailleurs, la consultation des services intéressés, des conseils municipaux ainsi que les avis recueillis au cours de l'enquête publique ont fait ressortir un avis général favorable au projet.

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement - Livre V - titre Ier, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers et inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral.

Considérant que les conditions techniques d'exploitation, telles que décrites dans le dossier de demande d'autorisation, notamment les mesures prises pour limiter les rejets aqueux et celles relatives à la maîtrise des zones d'effets dues aux installations de réfrigération, sont de nature à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement.

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement.

En conséquence, nous proposons au Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable à l'autorisation sollicitée sous réserve du respect des prescriptions proposées en annexe au présent rapport.